



Les personnes physiques – l'existence de la personnalité juridique



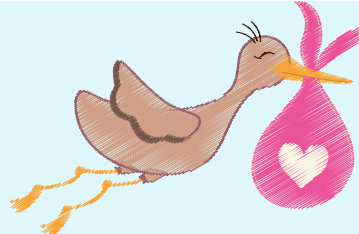
La **personnalité juridique**, c'est l'aptitude à être titulaire de droits et à les exercer.

Elle apparaît avec la naissance, en principe, et s'éteint avec la mort de la personne.



L'apparition de la personnalité juridique

Principe : la naissance



En principe, l'enfant acquiert la personnalité juridique lorsqu'il naît **vivant** et **viable** (**art. 318, 725 et 906 C.civ**).

- L'enfant est né vivant lorsqu'il respire
- Il est viable lorsqu'il possède les organes nécessaires à l'existence.

L'**enfant mort-né** ne dispose pas de la personnalité juridique mais, peut être inscrit sur le livret de famille avec un prénom et le même nom de famille que les parents afin d'aider ceux-ci dans leur deuil.



Exception : la conception



L'**art. 311 C.civ** pose une **présomption** : l'enfant a été conçu pendant la période qui s'étend du 300^e au 180^e jour avant la date de naissance.

L'**art. 725 C.civ** dispose que l'enfant simplement conçu à l'instant du décès de son père **peut succéder à la condition de naître ensuite viable** (**arrêt Civ1 10 décembre 1985**).



Le **foetus** n'a pas la personnalité juridique, mais il bénéficie d'une protection particulière puisqu'il est considéré comme un **être en devenir**.

La disparition de la personnalité juridique : principe, la mort

On distingue la **mort cérébrale** et la **mort cardiaque**. L'**art. R1232-1 CSP, en ce qui concerne le prélèvement d'organe** pose trois conditions cumulatives :

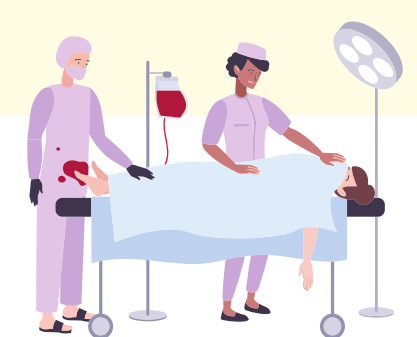
- L'**absence totale de conscience et d'activité motrice spontanée**
- L'**abolition de tous les réflexes du tronc cérébral**
- L'**absence totale de ventilation spontanée**.



Hormis dans cette hypothèse, **tout signe tangible du passage à la mort pourra fonder le constat de la mort : rigidité cadavérique, arrêt cardiaque et respiratoire persistant, absence de réactivité aux stimuli extérieurs, etc.**



JurisLogic





Les personnes physiques – l'existence de la personnalité juridique



Il existe des morts non constatées lorsqu'il existe une **incertitude sur la survie de la personne**.

- 1) La disparition
- 2) L'absence



Exceptions : incertitude sur la survie de la personne

1) La disparition

Une personne est considérée comme disparue :

- lorsqu'elle a cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence,
- sans que l'on ait de nouvelles,
- et alors qu'un événement particulier l'a exposée à un péril de mort (nauffrage, tremblement de terre...).

Le décès de la personne est quasi certain, mais le corps n'a pas été retrouvé.

La personne a disparu dans des circonstances de nature à mettre sa vie en danger (art. 88 al1 C.civ).

Le tribunal rend un jugement déclaratif de décès tenant lieu d'acte de décès (art. 91C. civ), lequel emporte les conséquences du décès. La succession est ouverte.

2) L'absence

Une personne est absente (art. 112 C. civ.) :

- lorsqu'elle a cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence,
- sans que l'on ait de nouvelles
- Et, sans qu'un fait particulier puisse faire présumer sa mort.

Deux phases se distinguent :

- La présomption d'absence : la personne s'est temporairement absentée. Il n'est pas question de la considérer comme morte, mais il faut, dans son intérêt, organiser ses affaires. Le juge nomme une personne (un parent, un allié, un notaire ou un administrateur de biens) afin d'assurer la gestion des biens de l'absent. Le mariage n'est pas dissout. La succession n'est pas ouverte.
- La déclaration d'absence :
 - soit dix ans depuis le jugement qui a constaté la présomption d'absence
 - soit vingt ans depuis les dernières nouvelles de l'absent, lorsque la présomption d'absence n'a pas été constatée.

La déclaration d'absence emporte toutes les conséquences du décès.



JurisLogic

En France, il n'y a **pas de droit à mourir** (ni euthanasie, ni suicide assisté).

Il existe cependant un **respect dû aux morts et aux restes humains** (art. 16-1-1 C.civ).